



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 4 juillet 2024

La Banque Centrale du Mexique (Banxico) a révisé à la baisse sa prévision de croissance du PIB mexicain pour 2024, l'estimant désormais à 2 % g.a. (contre 2,4 % g.a. en janvier 2024).

LE CHIFFRE A RETENIR

2 % g.a

Prévision du taux de
croissance du PIB mexicain
pour 2024 par Banxico

Cette révision à la baisse s'expliquerait notamment par (i) une croissance économique moins dynamique que prévue depuis le début de l'année 2024, en raison notamment du ralentissement mondial ; (ii) l'incertitude liée au contexte politique interne notamment à travers la probable réforme judiciaire qui pénaliserait le climat des affaires et (iii) la diminution importante des dépenses publiques au second semestre de 2024 en lien avec l'achèvement des projets d'infrastructure.

Par ailleurs, selon Banxico, l'inflation mexicaine retournerait à la cible de 3 % (+/- 1 %) d'ici le T4 2025.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'investissement aurait progressé de 0,9 % g.m. en avril 2024. Cette hausse serait principalement tirée par le secteur de la construction (+ 1,6 % g.m.), encouragé par les grands projets d'infrastructure initiés par le président actuel Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO). En comparaison annuelle, on note une augmentation de 10,5 % de l'investissement productif, tiré par la hausse de 13,5 % g.a. du secteur de la construction.

En mai 2024, le Mexique aurait exporté pour 44 Mds USD, soit une hausse de 6,1 % g.a. Ainsi, le Mexique affirmerait sa position de fournisseur principal de son voisin du nord, contribuant pour 16 % aux importations de ce dernier tandis que les marchandises canadiennes et chinoises représenteraient respectivement 13,2 % (soit une diminution de -2,8 % g.a. en mai 2024) et 12,6 % (-2,3 % g.a.). Par ailleurs, les importations mexicaines en provenance des Etats-Unis auraient atteint 29 Mds USD (+ 6,4 % g.a. en mai 2024), totalisant ainsi une balance commerciale excédentaire de 15 Mds USD.

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), le marché du travail mexicain aurait compté 6 150 postes de travail supplémentaires en mai 2024, en comparaison avec le mois précédent. Par ailleurs, 7 127 personnes supplémentaires seraient désormais au chômage, portant le taux de chômage à 2,6 % en mai 2024. Si 60 519 postes informels ont été éliminés, le taux d'informalité aurait baissé de 0,2 points de pourcentage (pp) entre mai et avril 2024, s'établissant désormais à 54,4 % de la population économiquement active.

Malgré des taux d'intérêt élevés, l'octroi de crédits à la consommation aurait progressé de 14,5 % g.a. en mai 2024 selon la Banque Centrale du Mexique (Banxico). Par ailleurs, l'octroi de crédits aux entreprises et personnes physiques ayant une activité entrepreneuriale aurait augmenté de 4,2 % g.a. en mai 2024 (contre 2,9 % le mois précédent).

Au T1 2024, les importations mexicaines de gaz naturel en provenance des Etats-Unis auraient augmenté de 8,25 % g.a., s'établissant à 6,4 Mds de pieds cubiques par jour. Parmi les exportations étatsuniennes de gaz naturel, 28 % seraient destinées au Mexique (contre 60 % en 2016). Les autres clients des Etats-Unis seraient notamment les Pays-Bas (13 %) ; la France (12 %) ; le Royaume-Uni (7 %) et le Japon (6 %). Selon le Ministère de l'Energie mexicain, 59 % du gaz naturel servirait à générer de l'énergie électrique et 23 % seraient dédiés au secteur pétrolier. Pour finir, la production mexicaine de gaz naturel aurait atteint 3,8 Mds de pieds cubiques par jour en mai 2024, soit une augmentation de 2,4 % g.m. Si l'entreprise nationale *Petroleos Mexicanos* (*Pemex*) est à l'origine de 95 % de cette production, le reste proviendrait d'entreprises privées.

Finances publiques

Selon l'agence de notation *Fitch*, les facteurs pouvant impacter la note souveraine du Mexique seraient (i) l'impact des réformes constitutionnelles ; (ii) la crédibilité de la consolidation budgétaire ; (iii) une augmentation continue de la dette publique et (iv) les bénéfices des opportunités issues du *nearshoring*. Pour l'instant fixée à BBB- assortie d'une perspective 'stable', la note souveraine du pays est revue tous les 6 mois. L'agence aurait également en ligne de mire le soutien financier massif du gouvernement envers l'entreprise nationale *Pemex*, qui impacterait grandement ses finances publiques. Pour finir, l'agence prévoirait une dette publique proche de 48 % du PIB (contre 55 % du PIB en moyenne pour les pays notés BBB-), excluant les obligations de *Pemex* et de la *CFE* (EDF mexicain).

Entre janvier et mai 2024, les dépenses publiques auraient augmenté de 17,3 % g.a. (193 Mds EUR) selon le Ministère des Finances. Cela représenterait une surutilisation d'1 Md EUR par rapport au budget prévu, notamment tirée par les dépenses consacrées à la fourniture de biens et de services à la population (+ 21,3 % g.a. au T1 2024) et des investissements physiques (+ 33,5 % g.a. sur la période). En revanche, le service de la dette n'aurait pas pesé dans l'augmentation des dépenses, ce dernier ayant progressé de 5,7 % g.a., en lien avec les taux d'intérêt élevés au Mexique et dans le reste des pays.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 04/07/2024
Bourse (IPC)	6,34%	-2,10%	55796,26 points
Change MXN/USD	-0,87%	+6,62%	18,17
Change MXN/EUR	0,05%	+4,17%	19,59
Prix du baril mexicain	2,13%	+15,73%	77,34

Amérique centrale

Les pays du Triangle Nord développeraient un plan d'action commun pour répondre aux défis migratoires. Dans le cadre de la première réunion extraordinaire de la Commission tri nationale du plan *Trifinio 2024* tenue au Guatemala, les trois nations prépareraient des engagements communs. L'objectif serait d'améliorer les capacités de gestion des migrations et de lutter contre la traite, l'exploitation d'êtres humains et les violences sexuelles. La prochaine réunion devrait avoir lieu les 15 et 16 août au Honduras.

Les pays du Triangle Nord ont signé un accord facilitant la circulation de marchandises en provenance du Salvador. Cet accord permettrait désormais aux conducteurs de ne présenter qu'une facture sous la forme d'un QR code et d'une déclaration unique centraméricaine (FYDUCA) pour pouvoir faire traverser à la frontière la marchandise salvadorienne. Le ministère de l'économie salvadorien a déclaré que cette initiative serait mise en œuvre progressivement aux postes frontières avec le Honduras et le Guatemala. Le pays a rejoint l'intégration avec les deux pays en 2018, qui utilisent le système FYDUCA depuis 2017.

Les pays d'Amérique centrale ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'impact que le règlement de l'UE sur la déforestation aurait sur leurs exportations agricoles. A l'occasion de la dixième réunion du comité d'association du pilier commercial UE - Amérique centrale, les représentants de la région auraient fait part à l'UE de l'urgence de publier des lignes directrices officielles sur l'application de ce règlement, afin de clarifier les mesures à prendre. Entré en vigueur officiellement le 29 juin 2023, mais pas encore mise en œuvre, le règlement interdirait par exemple l'entrée sur le marché européen de cacao, de café, de caoutchouc ou encore d'huile de palme cultivés dans des zones déforestées.

Costa Rica

Selon le Ministre des finances du Costa Rica, les prêts de la BID et de l'AFD, respectivement de 300 M USD et 100 M USD seraient annulés pour cause de désaccord avec l'Assemblée législative sur leur utilisation. Les députés avaient approuvé une motion visant à affecter 15 % des ressources de ces prêts au remboursement de la dette de l'État envers la Caisse costaricienne de sécurité sociale (CCSS), évaluée à 5,5 Mds USD. De fait, alors que chaque décision d'endettement doit être validée par l'Assemblée législative, ce taux était supérieur à la limite de 10 % fixée par le ministre des Finances poussant le gouvernement à renoncer à ces prêts qui correspondaient à la 2ème phase d'appui budgétaire au PND (Plan National de Décarbonation).

Selon la Banque Centrale du Costa Rica (BCCR), la croissance économique aurait atteint 3,7 % au T1 2024. Par ailleurs, sur le mois d'avril, le secteur des services aurait

augmenté de 4,5 % g.a., principalement grâce aux activités de transport et de logistique (+ 7 % g.a. sur cette période).

El Salvador

Au T1 2024, le PIB salvadorien aurait progressé de 2,6 % g.a. Les secteurs des loisirs, des assurances, du transport et de la restauration auraient enregistré les plus fortes croissances avec respectivement 21 % g.a., 7 % g.a., 7 % g. a. et 6 % g.a. selon la Banque Centrale. Par ailleurs, les envois de fonds n'auraient augmenté que de 1,8 % g.a. sur cette période.

Guatemala

Le ministère de l'économie (Mineco) a annoncé la création d'un programme de crédit pour les femmes entrepreneuses. Afin de couvrir les besoins de fonctionnement, d'investissement ou d'expansion de leurs entreprises, le programme disposerait d'un fonds de 10 M USD. Entre 1500 et 2000 femmes devraient en bénéficier. Les crédits devraient avoir un montant moyen de 7 000 USD avec un taux d'intérêt annuel de 9,96 %.

La Chambre mixte de la Cour d'appel d'Escuintla aurait accordé une protection provisoire permettant à APM Terminals S.A. de poursuivre ses activités. Jusqu'à ce que la situation juridique avec *Empresa Portuaria Quetzal* (EPQ) soit résolue, le fonctionnement devrait donc être ininterrompu. La Cour d'appel aurait également demandé au ministère de la Défense nationale (Mindef) et à la Surintendance de l'administration fiscale (SAT) de traiter immédiatement les permis et autorisations requis par EPQ afin d'éviter un « effondrement logistique », par le biais d'un travail coordonné. Exploitant plus de 60 % du fret conteneurisé transitant dans les ports du Pacifique, les activités d'APM Terminals auraient dû être suspendues suite à la déclaration de nullité des contrats d'un tribunal administratif, faisant courir le risque d'une paralysie importante des échanges.

Honduras

Selon la Banque Centrale, 80 % des remesas reçues seraient uniquement utilisées pour l'alimentation. Par ailleurs, seuls 8 % des envois de fonds perçus seraient investis. Deuxième bénéficiaire d'Amérique Centrale avec 9,2 Mds USD reçus en 2023, 80 % des remesas honduriennes proviendraient des Etats-Unis où vivent plus d'1 M d'Honduriens, la plupart d'entre eux de manière irrégulière.

L'Association des petits et moyens éleveurs de poissons du Sud (Apemasur) aurait réclamé 350 M USD au gouvernement pour relancer l'activité économique. Après l'avoir remercié pour l'accord signé avec la Banque nationale de développement agricole (*Banadesa*) permettant d'obtenir jusqu'à 16 000 USD par petit producteur,

l'association aurait expliqué que seuls 50 des 234 producteurs pouvaient prétendre à ce prêt. La création d'une unité d'exécution pour l'acquisition de documents légaux aurait également été demandée. Le secteur de la crevette aurait été particulièrement touché par la baisse des exportations en direction de Taiwan et du Mexique.

Nicaragua

Le Nicaragua aurait reçu une quatrième flotte de 250 autobus chinois qui devrait être distribué dans 153 municipalités. Au total, le gouvernement prévoirait d'acheter 2 000 autobus à la Chine afin de moderniser ses transports publics, dont 1 000 seraient déjà arrivés. L'acquisition de ces unités résulterait d'un accord d'achat signé à Managua entre l'entreprise *Yutong*, premier fabricant mondial de véhicules de transport, et le gouvernement nicaraguayen.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a approuvé le Plan stratégique pour le Nicaragua avec un budget de 81 M USD. Avec une mise en œuvre d'une durée de cinq ans, le plan reposerait sur trois piliers : nutrition scolaire, soutien aux petits producteurs et renforcement des capacités pour les interventions d'urgence. Selon le PAM, plus de 375 000 personnes devraient en bénéficier.

Un accord de crédit de 248 M USD a été signé avec la Chine pour la construction du projet routier *La Costanera*. La *China State Construction Engineering Corporation* devrait réaliser les deux premières des trois phases du projet, qui selon le gouvernement devrait permettre d'améliorer les transports, d'accroître les activités commerciales internationales et de promouvoir le tourisme. La première phase devrait relier *Masapacha* à *Las Salinas* (67 Km), la seconde *Las Salinas* à *San Juan Del Sur* (38 Km).

Panama

José Raul Mulino, élu le 5 mai dernier avec plus de 34 % des voix, a été investi Président de la République ce lundi 1er juillet pour un mandat de 5 ans. Il a annoncé, au cours de son discours d'investiture, vouloir redresser l'économie du pays via de grands projets d'infrastructures tout en menant des réformes institutionnelles profondes afin de lutter contre le clientélisme politique et la corruption. Il défend notamment la mise en place d'une politique d'austérité pour réduire la dette publique, d'une réforme d'ampleur pour lutter contre le déficit de la Caisse de sécurité sociale et l'instauration d'un climat propice aux investissements du secteur privé. En outre, il a annoncé vouloir lutter contre la pauvreté en œuvrant pour l'emploi des jeunes, faciliter l'accès aux soins via la création de nouveaux centres de santé, développer le tourisme, entamer la construction d'un train reliant Panama et la ville de David, développer et produire des biocarburants dans le pays et établir un plan d'action en matière de traitement des déchets. Sur le sujet minier, il a annoncé le lancement d'un audit environnemental qui servira d'orientation au plan de fermeture autofinancé de la mine de cuivre. Enfin, son discours d'investiture lui a permis de réitérer sa volonté de fermer la route migratoire passant par la jungle du Darien par laquelle 195 000 personnes seraient

entrées dans le pays sur les premiers mois de l'année. En ce sens, le nouveau ministre des Affaires étrangères du Panama, Javier Martinez-Acha, et le secrétaire pour la Sécurité Nationale des Etats-Unis, Alejandro Mayorkas ont signé un accord stipulant que le gouvernement américain couvrira les dépenses liées au rapatriement des migrants entrant illégalement par le Darién, estimées à 6 M USD annuels.

Ana Castañeda, députée du parti du nouveau président José Raul Mulino (RM - *Realizando Metas*), a été élue présidente de l'Assemblée Nationale, le lundi 1er juillet récoltant 44 voix sur 70 votants. Elle a annoncé vouloir, au cours de sa mandature, réduire les dépenses budgétaires de l'Assemblée et améliorer sa transparence. Les postes de Vice-présidents ont été obtenus par Didano Pinilla (*Cambio Democratico*) et Jamis Acosta (RM).

Selon le FMI, le taux de croissance du PIB panaméen pour 2024 atteindrait 2,5 %. Selon l'organisation internationale, depuis 2020, le PIB aurait augmenté de 39 % ; le chômage serait passé de 18,5 % à 7,4 % en août 2023, et le déficit public de 10 % à 3 % du PIB sur cette période. Néanmoins, le FMI alerte sur la multiplication de possibles risques budgétaires liés à la fin des revenus issus de l'activité minière, la vulnérabilité du Canal face aux événements climatiques amenés à se reproduire et au déficit croissant de la Caisse de sécurité sociale. Le FMI recommande la mise en place pour 2025 d'un plan d'assainissement budgétaire pluriannuel crédible visant à ramener le déficit à l'objectif de 1,5 % du PIB d'ici à 2027. Dans le cas contraire, le pays pourrait risquer de nouvelles dégradations de sa note souveraine, ce qui augmenterait les coûts de financement et pourrait exacerber une éventuelle dynamique négative de la dette.

Selon l'Autorité du Canal de Panama, le nombre de navires quotidiens augmentera à 35 navires (contre 32 actuellement) à partir du 5 août grâce aux bonnes conditions en matière de précipitation. De fait, l'Autorité du Canal aurait prévu une augmentation graduelle, de 32 à 33 navires quotidiens à compter du 11 juillet puis de 33 à 34 à partir du 22 juillet. Le tirant d'eau maximal autorisé sera porté à 47 pieds (14,33 mètres) et à 48 pieds (14,63 mètres) à partir du 11 juillet.

Selon l'Institut National des statistiques et du recensement (INEC), les exportations nationales de marchandises (excluant les transactions de la Zone Franche de Colon) auraient baissé de 76 % g.a. au cours des trois premiers mois de 2024. Cette baisse serait principalement due à la cessation des opérations de la mine de cuivre *Cobre Panama* liée au moratoire établi par l'ancien gouvernement en novembre dernier. Au T1 2024, la valeur des exportations de produits non agricoles aurait baissé de 80,3 % g.a. Selon le FMI, l'activité de la mine contribuait à près de 5 % du PIB du pays.

Barbade

Le Conseil d'administration du FMI a conclu la troisième revue du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et adopté l'accord conclu au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), permettant un décaissement immédiat de 19 M USD au titre du MEDC et de 37 M USD au titre du FRD. Le FMI salue la reprise économique du pays sur les dernières années, représentée par une croissance économique qui aurait atteint 4,4 % en 2023 et qui devrait se maintenir au-dessus des 3 % en 2024 selon les dernières prévisions. En outre, le pays serait sur la bonne voie pour atteindre son objectif de réduction de la dette publique à 60 % de PIB à l'horizon 2035.

Dominique

Selon le FMI, le PIB dominiquais aurait progressé de 4,7 % g.a. en 2023, retrouvant un niveau similaire à la période prépandémique. En outre, le FMI a salué les efforts fournis en matière de lutte contre l'inflation, passant d'un pic à 9,75 % en 2022 à 2,25 % fin 2023. Si la dette publique s'est réduite, elle serait encore supérieure à 100 % du PIB avec un déficit du compte courant qui aurait atteint 33,7 % du PIB en 2023. Ce déficit serait dû à une augmentation des importations pour la construction des projets d'infrastructures stratégiques supérieure à l'augmentation des recettes touristiques. Le Conseil d'administration du FMI se montre néanmoins optimiste concernant les perspectives économiques du pays et prévoirait le développement continu du tourisme et une gestion budgétaire plus prudente, s'appuyant sur la mise en œuvre du programme de modernisation économique susceptible de renforcer la résilience du pays. Enfin, la transition vers la production locale d'énergie géothermique et l'augmentation de la capacité des aéroports et des hôtels devraient (i) soutenir l'activité économique ; (ii) réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et (iii) stimuler le tourisme.

Cuba

Afin de lutter contre l'augmentation du coût de la vie, le gouvernement cubain plafonnerait le prix de certains produits. Afin de limiter l'effet inflationniste, conséquence d'une offre très limitée, le gouvernement cubain a annoncé le renforcement des « mécanismes d'observation » des prix, y compris le plafonnement des prix de certains biens alimentaires. La mesure s'appliquera uniquement aux ventes du secteur privé. Elle vise à fixer une marge bénéficiaire de 30 % sur certains produits de grande consommation tels que l'huile, le poulet ou le lait en poudre. D'après les autorités cubaines, les prix et les marges feront l'objet d'une révision avec les acteurs concernés, avant l'entrée en vigueur de la mesure. Les interventions de ce type, récurrentes dans l'économie cubaine, ont systématiquement l'effet inverse. Dans un contexte de pénurie, les limites dans la fixation des prix incitent le développement du marché informel et alimentent l'inflation à long terme.

Haïti

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) serait disposée à accorder un financement de 40 M USD à Haïti pour 2024. L'objectif de cette enveloppe serait de soutenir le pays dans ses efforts de développement et répondre à ses priorités actuelles, notamment l'organisation des prochaines élections ou encore l'évaluation de l'impact de la crise, avec la participation du secteur privé et d'autres partenaires.

République Dominicaine

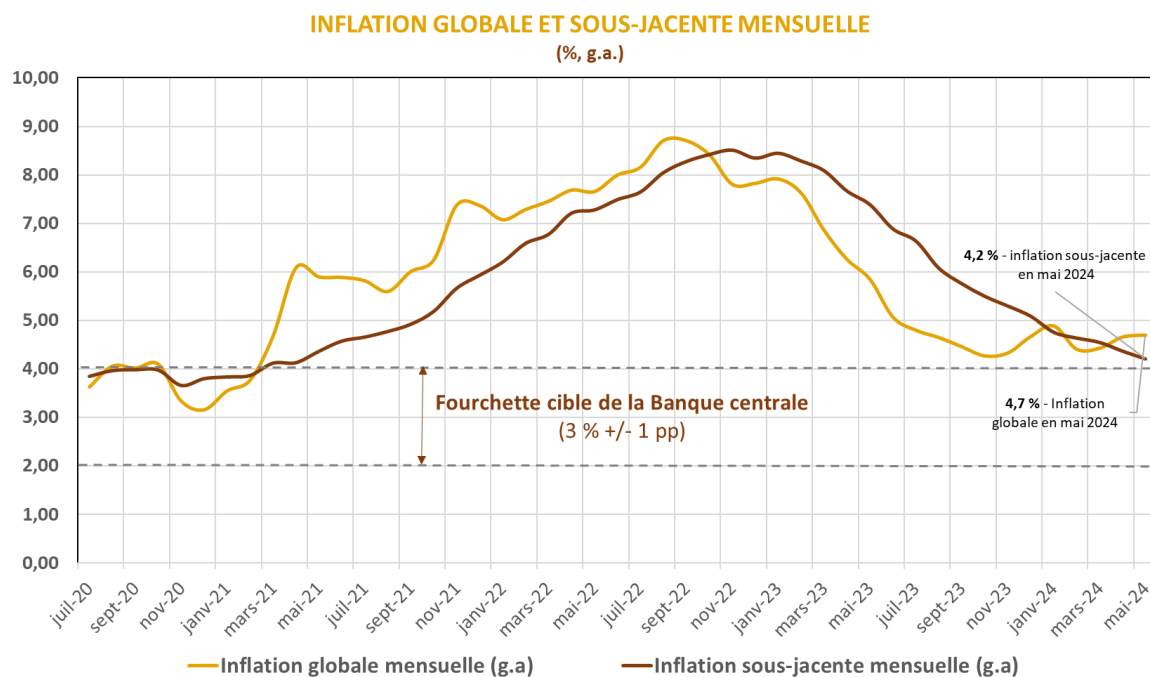
Le Ministère des Finances aurait émis des obligations vertes pour la première fois, s'élevant à 750 millions USD et dont le taux s'élevait à 6,7 %. Les revenus obtenus seraient utilisés pour des investissements verts. Cette émission fait partie du programme de financements durables inclus dans la Stratégie de la Dette 2024-2028, alignée sur les objectifs de la Stratégie Nationale de Développement 2030. La République dominicaine, un des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique, nécessite des investissements publics dans des projets qui contribuent à atténuer ce phénomène et son impact sur la population et les infrastructures publiques.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	2,4 %	55,6 %	4 %	11%
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	5,75 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	5,00 %
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00 %
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	7,00 %
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

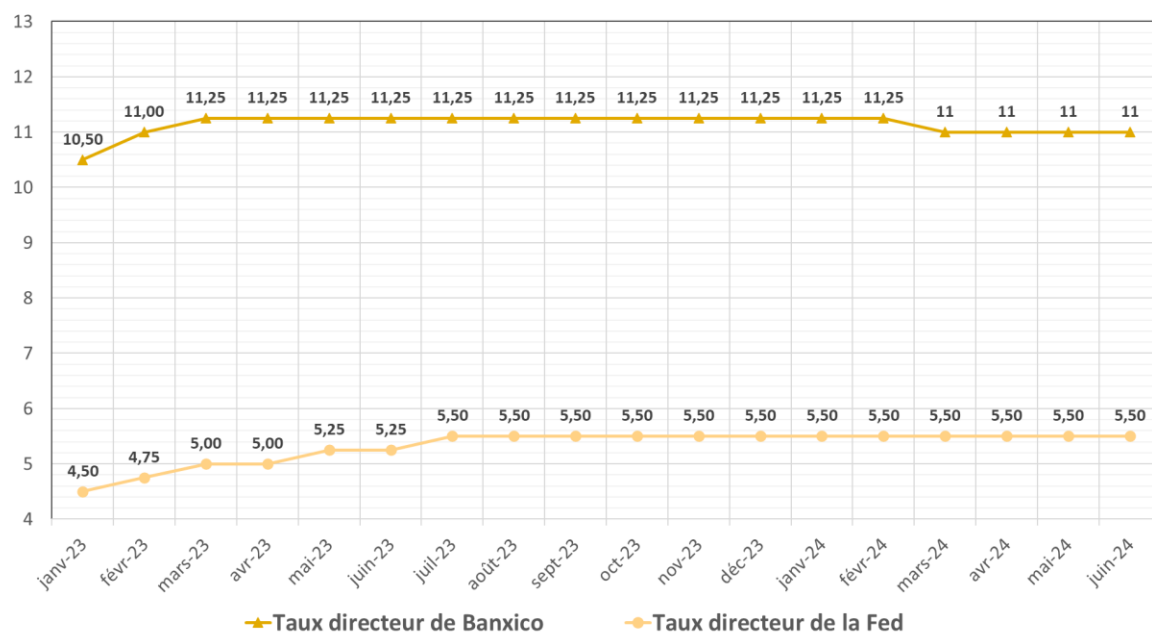
– Annexe Graphique Mexique –

Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



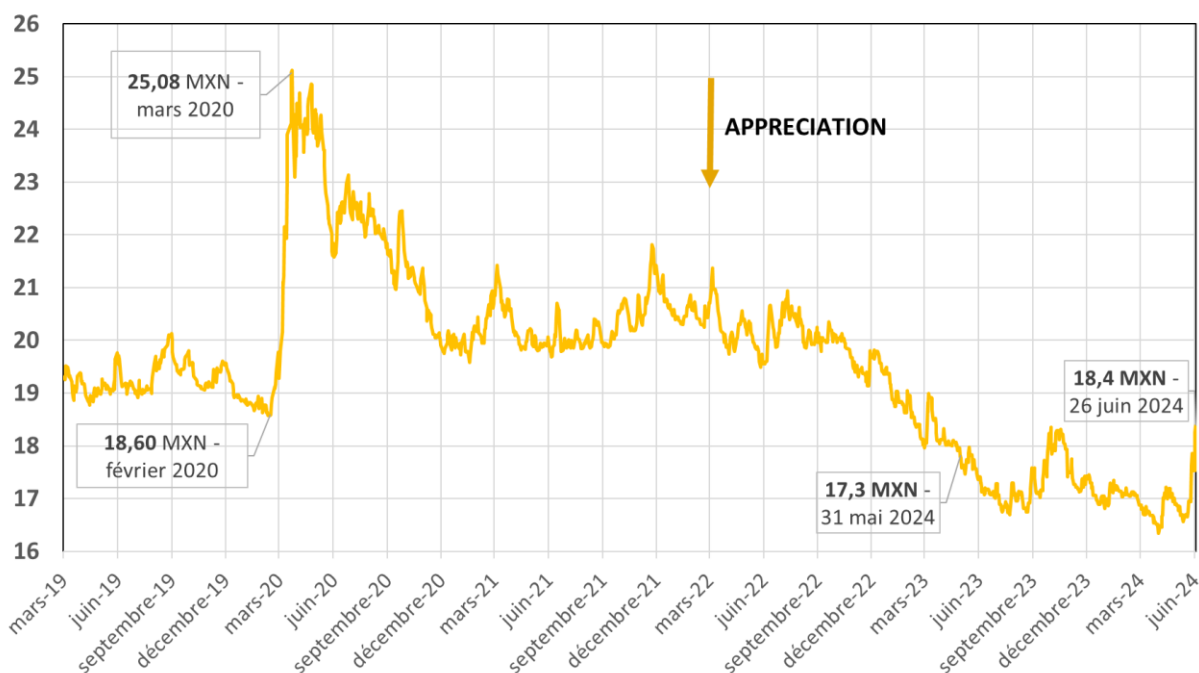
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550

Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

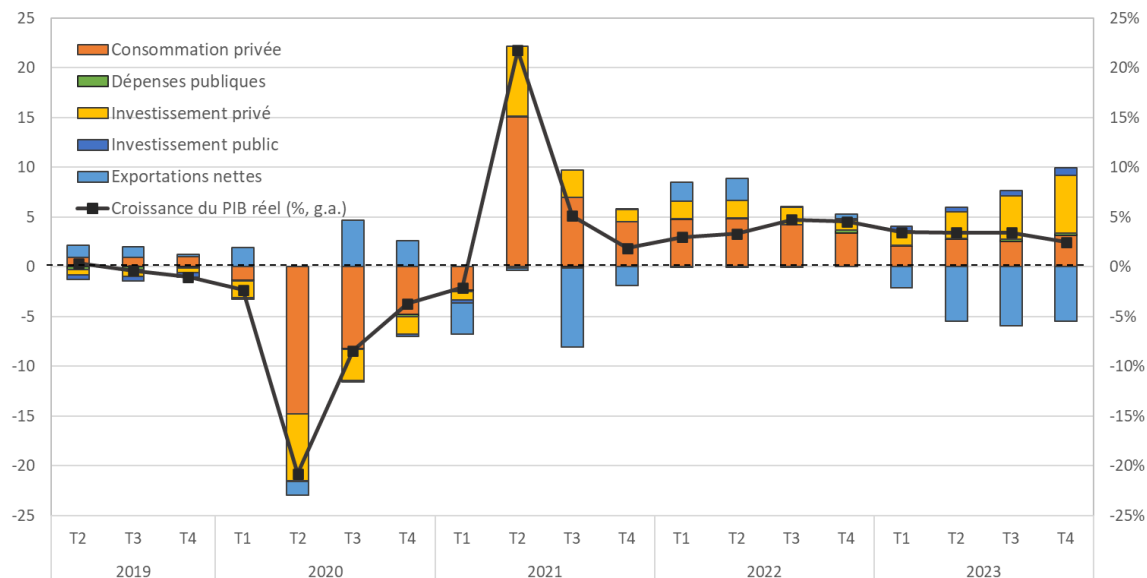
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

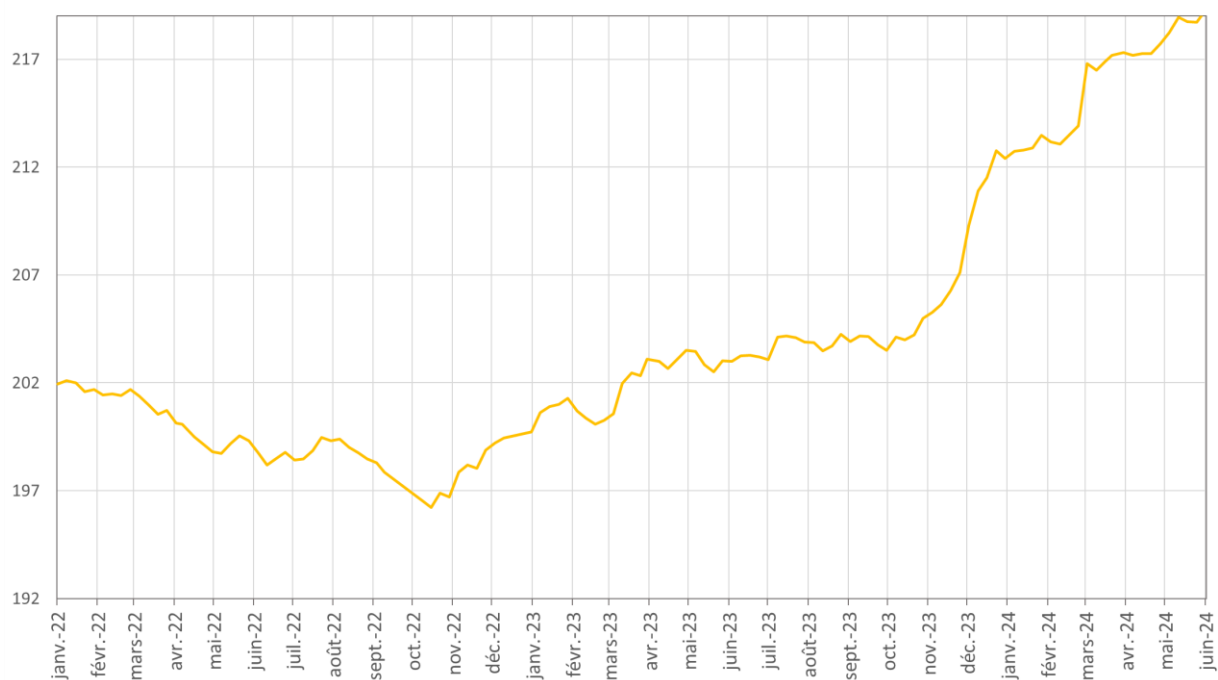
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr